QUELQUES NOTIONS ÉLÉMENTAIRES POUR MIEUX COMPRENDRE LES ENJEUX AU CŒUR DES DISCUSSIONS SUR LE SYSTÈME DE PENSION

Vous travaillez et cumulez au cours de votre carrière des revenus annuels du travail, qui servent d'**assiette cotisable** (plafonnée à 5 fois le salaire minimum annuel) à l'assurance pension.

Le salarié verse 8% de son revenu, son employeur contribue à hauteur de 8% de ce salaire et l'État complète un troisième tiers toujours de 8% (soit 24% du salaire au total). C'est la **partie socialisée des salaires** qui sert à fournir les revenus de remplacement aux retraités qui ont quitté la vie active et qui est transférée des actifs vers les retraités selon un principe de répartition des revenus ou de la richesse monétaire créée.

La dernière hausse du taux de cotisation actuellement de 3 x 8% a eu lieu en 1990. Depuis ce moment, les besoins en transferts pour couvrir les prestations de pension ont été moindres que les cotisations perçues par la CNAP, si bien que d'énormes réserves ont été constituées et placées dans un **Fonds spécial dit de compensation** (d'un volume se montant à 33,1% du produit intérieur brut – PIB – luxembourgeois en 2023).

Lors du départ en retraite, votre pension est calculée en fonction de votre **revenu cumulé** sur toutes vos années de travail et établie à travers :

- des **majorations dites proportionnelles** (au revenu cumulé), de 1,769% en 2025 (contre 1,85% avant 2013) et
- des **majorations dites forfaitaires** en fonction du nombre d'années travaillées (durée d'assurance), avec 1/40^e par année accomplie (ou commencée).

Si vous dépassez un certain seuil (combiné entre âge de départ et années de carrière) lors de votre sortie du marché de l'emploi, votre pension peut être augmentée de manière graduelle, par une surcote dite **majorations échelonnées** qui augmente votre taux de majorations proportionnelles.

Une **allocation de fin d'année** vient compléter le montant de votre pension ainsi déterminé.

Une pension minimale est octroyée si l'assuré social justifie d'un minimum de 20 années d'assurance. Il existe aussi un plafond maximal pour le montant de pension perçu que pratiquement personne n'atteint.

- ✓ **Bonne nouvelle** : votre pension est, comme les salaires, **indexée automatiquement** sur l'évolution du coût de la vie (à l'inflation) ; elle est aussi **réajustée automatiquement** tous les ans en fonction de l'évolution réelle (hors inflation) du salaire moyen sur le marché de l'emploi : si ce dernier augmente d'1%, votre pension augmente d'1%.

- × **Mauvaise nouvelle** : le réajustement (intégral, voire le réajustement tout court) des pensions est menacé. Un **modérateur de réajustement** fixé à 1 (ou 100%) a en effet été introduit en 2013.

Tant que ce modérateur de réajustement de toutes les pensions à l'évolution des salaires réels reste à 1 (100%), votre pension est intégralement réajustée en fonction de la croissance du salaire moyen. Cependant, si le rapport entre les dépenses annuelles courantes de la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) et la totalité des revenus cotisables (dit « **prime de répartition pure** », de 22,33% en 2023) venait à dépasser le taux global de cotisation de 24%, alors ce modérateur serait réduit, entre 0 et 0,5 (soit entre 0% et 50%). Ceci signifie que, s'il était fixé à l'avenir, par exemple, à 25% (0,25 ou encore R25 dans les projections officielles), votre pension ne bénéficierait plus que du quart de la croissance des salaires et ne serait donc plus réajustée que dans cette mesure (soit 0,25% si le salaire moyen a augmenté de 1%). Si ce modérateur est fixé à 0, votre pension ne serait plus du tout réajustée !

- × **Autre mauvaise nouvelle** : l'allocation de fin d'année sera tout bonnement supprimée dès que le taux de cotisation aura été relevé à l'avenir.

Les syndicats de travailleurs de droit privé ont élaboré des pistes d'action qui permettraient, entre autres, d'éviter que ces mauvaises nouvelles ne se matérialisent : [Renforcer la pension légale pour tous - Prise de position des syndicats](#).